

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLX.

---

Du Mardi 15 Décembre 1789.

Séance de Samedi soir.

ELLE a commencé par un rapport sur les troubles arrivés dans la ville d'Amiens. Le décret proposé n'a pu être délibéré, l'assemblée n'étant pas assez nombreuse.

On a fait lecture de plusieurs dons patriotiques.

M. de Beauharnais a lu une délibération prise par les habitants du village de Moisson en Vexin, qui, quoique les plus pauvres du royaume, offrent à la nation la somme qui doit revenir à chacun d'eux en moins imposé sur la contribution de 1790, à raison de ce que les ci-devant privilégiés se trouveront avoir payé pour les six derniers mois de 1789.

Dom Gerle, chartreux du Port Sainte-Marie en Auvergne, a présenté à l'assemblée le don patriotique que la Chartreuse lui fait de 149 marcs 4 onces d'argenterie.

« La facilité avec laquelle, a dit ce religieux, vous permettez à un chartreux de s'asseoir au milieu de vous, prouve qu'il n'est aucune classe de citoyens que vous ne preniez en grande considération ; elle prouve aussi que depuis l'habitant de la cité, jusqu'à celui du désert, vous voulez que tous soient témoins de la régénération de cet empire. »

Le cénobite a exposé les inquiétudes que les décrets de l'assemblée ont répandues dans les cloîtres. « Les religieux

Tome V.

K

n'y apperçoivent, disoit-il, que la perte de leurs maisons & de leur état. Ils s'agitent, parce qu'ils ne voient rien de réglé pour leur sort futur ni pour leur subsistance. Quelques-uns inquiets sous d'autres rapports, ennuyés de leur condition qu'ils regardent comme un état de captivité, s'affligent de la lenteur qu'on met à opérer leur délivrance; ils entretiennent dans les esprits une fermentation scandaleuse, & qui fait cesser l'harmonie qui doit régner dans une société religieuse : peut-être serait-il aussi sage que prévoyant de rassurer ceux qui aiment leur état, que votre plan pourroit avoir alarmés, & de ne pas trop éloigner les espérances de ceux que le dégoût a surpris; il seroit facile, sans rien changer aux décrets, de procurer à ces deux classes de religieux les soulagemens qu'ils réclament; je propose en conséquence d'arrêter les articles suivans :

#### ARTICLE PREMIER.

« L'assemblée nationale déclare que lorsqu'elle s'occupera du sort des individus qui composent les ordres réguliers de l'un & de l'autre sexes, elle assurera à chacun d'eux une existence honnête en raison de leur état actuel; qu'il sera désigné un nombre suffisant de maisons de chaque ordre à ceux qui voudront vivre en commun, suivant leur règle, avec une pension déterminée, d'après leurs revenus, & en outre la jouissance de la maison, jardins & espace convenable pour un enclos.

#### A R T. I I.

» Décrète en outre que ceux qui ne voudront plus suivre la règle qu'ils ont embrassée, sont dès-à-présent autorisés à s'adresser à la puissance ecclésiastique pour se faire séculariser & vivre dans la société, au moyen d'une pension qui sera réglée par l'assemblée nationale, payable par les maisons professes, tant qu'elles jouiront de leurs biens, & par la nation, quand elles n'en jouiront plus.

#### A R T. I I I.

» Que ceux qui voudront rentrer dans la société, manifesteront dans un mois, à compter du jour de la notification, leurs intentions aux supérieurs majeurs, & seront

tenus de se rendre dans la maison qui , par eux , leur sera indiquée , pour y attendre le bref de leur sécularisation. »  
F. C. A. GERLE, *prieur de la Chartreuse du Port Ste-Marie.*

Ce discours , plein de sagesse , a été accueilli avec les témoignages de la plus vive satisfaction. L'assemblée en a demandé l'impression , ainsi que de la réponse du président qu'on verra ici avec intérêt.

« L'assemblée reconnoît dans les offres que vous lui présentez , les sentimens généreux d'un ordre qui a toujours pratiqué avec tant de ferveur les vertus de son état , & qui a appris dans la méditation des vérités éternelles , que la plus saine philosophie est celle qui se concilie avec la morale patriotique que professe & qu'enseigne la religion de l'empire. »

Quelques membres ont observé qu'on ne pouvoit délibérer dans les séances du soir sur un objet si important , & M. l'évêque de Clermont s'est opposé à la délibération en demandant le renvoi au comité ecclésiastique.

M. Branche disoit qu'un évêque ne pouvoit pas s'opposer à la juste demande que le Chartreux venoit de faire ; cependant il a été décidé qu'on attendroit que le comité demandât la parole sur cet objet.

On a repris la discussion sur l'affaire d'Amiens , relative aux gardes nationales ; nous donnerons demain ce décret ainsi que celui des impositions de la Bretagne.

#### *Séance d'hier.*

Après la lecture des procès-verbaux & d'un grand nombre d'adresses , un membre a réclamé contre l'omission faite dans le procès-verbal , d'un article du décret portant que les commissions intermédiaires seroient autorisées dans les pays d'états à rendre exécutoires les rôles d'impôts pour l'année 1790.

L'adresse de la ville de Craon a été renvoyée au pouvoir exécutif.

M. Dubois de Crancei a lu une adresse de la commission intermédiaire de Champagne , qui déclare que les nouveaux rôles d'impositions n'étant pas encore faits , il

lui paroît juste de ne pas accorder aujourd'hui plus de faveur aux anciens taillables qu'aux privilégiés ; que beaucoup de ces anciens taillables habitent les villes ou d'autres provinces ; que le déficit de taille de propriété qui devroit dans le lieu de la situation de leurs biens , devenir une surcharge pour le privilégié & pour le pauvre ; qu'il est d'autant plus dangereux de mécontenter ces deux classes , que le peuple s'oppose à ce que l'assiette de l'impôt se fasse autrement que sur l'universalité du territoire de chaque communauté ; qu'il est cependant instant d'assurer les recouvrements arriérés , depuis trois mois , dans une province qui paye vingt-deux millions.

M. Dubois de Crancei a proposé en conséquence un projet de décret à l'admission duquel M. Prevôt s'est opposé , en disant qu'un pareil décret avoit été rejeté à la séance du 26 novembre ; qu'il ne falloit ni privilège , ni exemption , ni règlement particulier pour une province.

M. de Silleri a insisté pour l'admission du décret proposé. Cet objet a été renvoyé à la séance du soir.

M. le président a annoncé une lettre de M. de Beauveau , qui accompagnoit un mémoire envoyé par M. de Bournissac , prévôt général de Provence ; ce mémoire a été renvoyé au comité des rapports.

Les pouvoirs donnés à M. Barrère de Vienzac , par le Pays de Rustaing , omis dans les convocations de mars & avril dernier , ont été vérifiés & admis.

L'ordre du jour étoit de terminer enfin la constitution municipale. Le premier soin confié aux commissaires étoit de rassembler les décrets dans l'ordre naturel des idées & des observations ; le second étoit de rédiger une instruction qui développât les articles , & qui levât des incertitudes , des embarras , des doutes qui auroient pu s'élever. Il falloit enfin réunir tous les décrets de cette matière dans une même collection ; c'est ce qu'a fait M. Thouret avec le comité de constitution. Il a cru aussi devoir distinguer les articles qui devoient entrer dans le code constitutionnel , de ceux qui n'étant que réglementaires seroient , soumis aux

législatives pour être changés selon les circonstances ; c'est dans cette idée que M. Thourer avoit rédigé un article pour établir cette distinction : il a fait ensuite lecture des décrets sur les municipalités mis dans un nouvel ordre , & qui forment 60 articles.

Lorsque M. Thourer a annoncé un article nouveau , qui portoit que le comité de constitution feroit la distinction des articles constitutionnels & des articles réglementaires , & que ce travail seroit rapporté à l'assemblée , il s'est élevé des débats sur l'acceptation & la sanction des 60 articles.

M. Pison du Galand vouloit que ce fût l'assemblée , & non le comité qui fit la distinction des articles. M. de Virieux ne la vouloit point , parce qu'il étoit pressant d'établir les municipalités. « Il ne faut pas , disoit-il , affoiblir le respect dû aux décrets par cette distinction ; l'expérience seule nous conduira aux changemens nécessaires. »

C'est précisément cette opinion de M. de Virieux qui tendoit à confondre les décrets de constitution avec ceux de règlement , qui pourroit devenir dangereuse , puisqu'elle meneroit à faire croire que la législature prochaine pourroit réformer les décrets sur les municipalités , sous prétexte d'expérience & d'amélioration , au lieu qu'en distinguant la nature des différens articles , la législature ne pourra changer que ceux qui participeront de la nature du règlement : c'est ce qui faisoit dire à M. Dumetz , qu'il falloit présenter à l'acceptation les articles constitutionnels , & faire sanctionner seulement les articles réglementaires.

M. de Bousmard insistoit sur le choix des articles.

M. Target a demandé ensuite que l'article qui ordonne que les élections municipales seroient faites après la Saint-Martin , fût inséré dans la collection , ce qui a été décrété .

M. Desmeuniers demandoit aussi qu'on y insérât l'article concernant l'incompatibilité des gardes nationales avec les fonctions des municipalités ; ce qui a été renvoyé aux autres objets à décréter pour les gardes nationales ; enfin , M. Camus & M. l'abbé Latil , demandoient que les municipalités fussent tenues de donner avis de la réception des

décrets dans huitaine, & qu'après la formation des départemens, elles en certifiassent l'envoi à ces assemblées administratives qui l'attesteroient ensuite à l'assemblée nationale; cette demande a été ajournée.

M. Malouet a proposé deux autres articles relatifs aux fonctions & à l'étendue du pouvoir des municipalités; ce qui a été renvoyé à un autre moment.

MM. Brostaret & la Chaîse sont revenus à la distinction déjà faite des articles à accepter & de ceux à sanctionner; alors M. Target a proposé que le projet de décret pour ordonner que la distinction des articles constitutionnels, de ceux qui n'étoient que réglementaires, soit ajournée. Cet article a été décrété.

La seconde proposition de M. Target étoit de décréter que M. le président soit chargé de présenter sans délai, tous les articles du décret sur les municipalités à l'acceptation royale, & le roi supplié de les faire envoyer incessamment auxdites municipalités, pour qu'ils soient mis sur-le-champ à exécution.

Les débats se sont renouvelés; M. de la Chaîse vouloit l'acceptation & la sanction tout-à-la-fois. Mais l'assemblée, malgré tous les obstacles, s'en est tenue à décréter la seconde partie de la motion de M. Target, comme elle avoit décrété la première.

Ce n'a été qu'après une double épreuve, & la question préalable sur l'amendement de Monsieur la Chaîse, qu'on a pu parvenir à ce décret bien simple. Il sembloit qu'une fatalité singulière fût attachée à la clôture des travaux sur les municipalités; car après la seconde épreuve, dont la majorité n'étoit pas douteuse, quelques membres ont demandé l'appel nominal; mais MM. l'évêque de Rhodès, Madière, & plusieurs autres membres dans la minorité, se sont levés pour avouer que la majorité n'étoit pas douteuse en faveur du décret: en conséquence il a été prononcé.

Les galeries ont paru prendre part à cette décision; mais MM. de Fernel & Desfourmel ont réclamé l'exécu-

tion du règlement, qui défend aux galeries les signes d'approbation ou d'improbation.

M. de Caufan a profité de ce moment de silence pour attaquer M. le président sur la manière de faire délibérer & de juger les épreuves. Il a dit que la dernière étoit douteuse, & qu'il falloit faire l'appel nominal. La modération avec laquelle M. le président a répondu à cette attaque, a été remarquée; mais M. de Volnei a demandé que le nom de l'auteur de cette motion fût écrit dans le procès-verbal.

M. de Funel est venu mettre un terme à ces vaines débats, en avouant encore que la libération étoit acquise, & en réclamant l'ordre du jour.

M. Thourer a lu l'instruction par laquelle l'assemblée donne des idées précises & nettes sur la nature du pouvoir municipal; il a distingué trois parties dans les décrets recueillis sur cette matière. Les premiers concernent la forme d'élire les officiers municipaux; les seconds regardent la composition des corps municipaux, les troisièmes sont relatifs à leurs fonctions.

L'auteur de l'instruction développe avec beaucoup de clarté le droit d'élire qu'ont tous les citoyens actifs, les inconvéniens qu'il y avoit à élire par métier ou par corporation; ce qui, en effet, n'étoit qu'une véritable lésion des droits du peuple, & sur-tout des artisans si nécessaires dans les villes. Après quelques explications sur les formes de différens scrutins de liste double & de scrutin individuel, M. Thourer s'adresse ainsi à tous les citoyens du royaume:

« Tous les citoyens actifs du royaume sont appelés à poser dans leurs municipalités les fondemens de la régénération de l'empire; en reconnoissant ce premier fruit de la constitution, ils se prépareront à l'établissement des assemblées administratives de département & de district, qui suivront immédiatement. La nation reconnoitra que ses représentans se sont attachés à consacrer tous les principes qui peuvent assurer l'exercice le plus étendu du droit de cité, l'égalité entre les électeurs, la sûreté & la liberté

des choix, la prompt transmission des places & des fonctions, principes sur lesquels reposent la liberté publique & l'égalité politique des citoyens. Tous sentiront que la jouissance de ces biens précieux, est attachée à l'esprit de concorde & aux sentimens patriotiques, nécessaires pour accélérer l'exécution des décrets constitutionnels. Ces sentimens, exprimés d'une manière si touchante dans toutes les adresses des villes & des communes du royaume à l'assemblée nationale, sont ceux d'un peuple raisonnable & bon, qui sent le prix de la liberté, & qui, digne d'en jouir, n'a plus d'efforts possibles à faire pour s'en assurer la possession; il ne lui reste qu'à consommer avec courage & tranquillité, ce que son roi & les représentans unis par les mêmes vues, & tendant au même but, lui présentent pour base de la prospérité nationale & du bonheur des particuliers.

Le travail de M. Thourer a été très-applaudi, & nous pensons qu'il méritera de nouveaux applaudissemens par le travail des administrations de département & de district, qui est également mis en ordre, & qui pourra être lu au premier jour à l'assemblée avec les instructions qui y sont relatives.

Mais pour accélérer le travail du comité de constitution pour la division du royaume, M. Thourer a proposé de décréter un nouvel article portant que le nombre des districts dans chaque département, ne doit pas être nécessairement ternaire, mais seulement qu'il ne doit pas y en avoir moins de trois, ni plus de neuf.

Cet article a été décrété aussi-tôt.

On a demandé que l'instruction qui venoit d'être lue, fût envoyée au roi, pour être approuvée & jointe aux articles adressés aux municipalités.

M. Bouche a demandé que l'on mit en tête de tous ces articles constitutionnels, celui qui établissoit une municipalité dans chaque ville, bourg, village ou communauté du royaume: ces deux propositions ont été adoptées.

L'ordre des matières à traiter étant très-chargé, on a

débatu quelque temps sur le choix du sujet qu'on traiteroit ; M. de Liancourt demandoit la continuation des débats sur le plan du comité militaire ; M. Desineuniers observant que l'ordre judiciaire étoit déjà bien avancé dans le comité de constitution, on pouvoit le mettre à l'ordre du jour.

M. Dailli a informé l'assemblée que le ministre des finances devant encore conférer avec le comité sur divers plans, le rapport ne pouvoit en être fait que jeudi prochain.

M. le président a lu une lettre de M. le garde-des-sceaux qui se dit chargé par le roi d'instruire l'assemblée de la résolution prise par la chambre des vacations du parlement de Rennes, de ne pas se charger des fonctions portées par le décret sur les vacances des parlemens. M. le garde-des-sceaux envoie aussi un mémoire d'un régisseur général sur l'inexécution des décrets, aux barrières dans le pays des Trois-Evêchés.

Le décret pour la conservation des bois est sanctionné ; l'exécution du décret pour Amiens est ordonnée, & les ordres pour la délivrance du sieur de la Richardiere, détenu aux sables d'Olonne, sont partis.

C'est avec une profonde douleur que M. le président a annoncé une lettre signée du président, & secrétaire du comité permanent de Senlis, qui contient les détails les plus affligeans.

En les lisant, on ne fera pas surpris des mouvemens d'indignation & d'horreur que cet événement a excités dans l'assemblée ; voici cette lettre.

*Senlis, ce 13 décembre 1789.*

N O S S E I G N E U R S,

« Nous croyons qu'il est de notre devoir de vous informer en détail d'un événement qui répand ici la consternation.

» Ce jour étant fixé pour la bénédiction des drapeaux de la garde nationale de Senlis, tous les corps de cette municipalité s'étoient assemblés à l'hôtel-de-ville, pour se

rendre ensuite à la cathédrale. Le cortège avoit à peine fait quarante pas, qu'un coup de fusil parti d'une fenêtre voisine a blessé un des tambours; comme on cherchoit à découvrir d'où le coup étoit parti, plusieurs autres ont été tués de la même maison; l'un a blessé au bras le sieur Leblanc, chevalier de l'arquebuse, fils de l'un de nosseigneurs les députés de l'assemblée nationale; un autre a atteint à la poitrine le commandant de l'arquebuse; à l'instant l'ordre a été interrompu. Les détachemens de la cavalerie & de l'infanterie nationale qui composoient l'avant-garde, plusieurs membres de l'arquebuse & des royalistes fusiliers, ont enfoncé la porte de la maison d'où étoient partis les coups de fusil. L'intérieur de la maison étoit barricadé de manière à interdire l'accès de la chambre où le coupable étoit retiré; quelques sapeurs sont arrivés avec des haches; après avoir rompu tous les obstacles, ils sont parvenus à cette porte. Au premier panneau qu'ils ont enfoncé, ils ont aperçu du feu au-dedans; plusieurs sont à l'instant sortis pour demander des pompes; à peine étoient-ils hors de la maison, qu'elle a sauté en l'air par l'effet d'une mine.

Soixante personnes environ ont été enveloppées dans les décombres; quelques-unes ont été retirées vivantes, quoique mutilées, & c'est malheureusement le plus petit nombre. Le reste a été la victime de cet odieux complot, dont nous ne connoissons encore aucun détail, le scélérat qui l'a conçu & exécuté, ayant été le premier enseveli sous les ruines; ce que nous savons de plus constant, c'est que cet homme, nommé *Billor*, avoit été, peu de temps avant, chassé du corps de l'arquebuse; quelques personnes assurent qu'il avoit juré de se venger; ainsi nous ne pouvons attribuer l'événement qu'à un ressentiment particulier, S'il y a quelques complices, les précautions que nous prenons en ce moment, nous donnent lieu d'espérer que nous parviendrons à les découvrir.

« Nous avons cru, Nosseigneurs, devoir vous faire le récit de cette catastrophe, de peur qu'une relation peu exacte ne laisse une impression défavorable à cette muni-

cipalité. Aucune ville n'est exempte de renfermer un monstre dans son sein ; mais tous les habitans ont vu cet événement affreux avec les sentimens de douleur & d'exécration qu'il étoit capable d'exceiter ».

Nous ne nous permettrons d'autre réflexion sur cette lettre, que de dire que ce malheur ne paroît pas lié aux événemens publics , mais qu'il est le fruit d'un ressentiment secret & d'une vengeance particulière.

Les suites de l'affaire de Toulon semblent devenir chaque jour plus fâcheuses. Un bruit dénué de tout fondement s'est répandu dans ce port, qu'une escadre anglaise & hollandaise étoit dans la Méditerranée, & pouvoit le menacer. Cette nouvelle a excité le peuple contre les officiers de la marine, qui, quelques jours auparavant, avoient été l'objet d'une grande fermentation.

M. Malouet est monté à la tribune, pour annoncer la fausseté de cette nouvelle, & lire une lettre de M. d'André, commissaire du roi, qui rend compte des troubles de cette ville. Après avoir fait quelques réflexions sur cet événement, M. Malouet a proposé de décréter que M. le président soit autorisé à écrire aux officiers municipaux, qu'on a la certitude qu'il n'existe dans la Méditerranée aucune escadre anglaise ni hollandaise ; qu'ainsi il n'y a aucun prétexte pour motiver les inquiétudes du peuple à cet égard ; que lorsque la tranquillité & la subordination dans l'arsenal seront rétablies, on prendra en considération les demandes des ouvriers.

M. Robespierre n'a pas adopté cette opinion ; il a dit, au contraire : « M. Malouet nous parle d'un bruit répandu à Toulon, d'un complot formé pour surprendre ce port ; il nous propose de charger le président d'écrire à Toulon, que ce complot n'a jamais existé. Nous n'avons aucune connoissance ni de ce complot, ni du bruit qui s'en est répandu.

» Il propose que le président écrive aux officiers municipaux de Toulon, que les demandes des ouvriers du port, sur leurs salaires, ne seront point accueillies, jusqu'à ce que toute insurrection ait cessé. C'est vous pro-

poser de blâmer la conduite de la ville de Toulon sans la connoître, & malgré les preuves qui vous ont été déjà présentées de la conduite du commandant de la marine & de quelques officiers de la garnison; qui vont nécessiter la défense légitime des habitans, en insultant à la liberté nationale, & en menaçant la sûreté du peuple. Je demande que toute délibération sur ce qui a rapport à la ville de Toulon, soit suspendu jusqu'à ce que vous ayez pris connoissance des pièces nouvelles que ses habitans viennent de vous envoyer par un courier extraordinaire, pour prouver les attentats commis par l'intendant, contre la paix publique & contre le peuple. »

M. de Liancourt vouloit que M. le président fût chargé d'écrire à Toulon, pour mander qu'il n'y avoit point d'escadre dans la Méditerranée, & d'annoncer que lorsque la paix seroit rétablie dans cette ville, l'assemblée nationale & le roi entendraient les réclamations du peuple & y feroient droit.

M. Bouche a annoncé un procès-verbal qui avoit été envoyé par la ville de Toulon. Cette affaire a été ajournée à aujourd'hui deux heures, pour entendre le comité des rapports.

---

On souscrit, à Paris, chez G U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>os</sup> 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.